

Les crédits

année. Cet argent qui a été investi dans le transport du grain de l'Ouest, ce seul montant est très discriminatoire. C'est de l'argent qui a été investi uniquement pour les agriculteurs de l'Ouest.

Le quart de cet argent a été versé par le Québec, et au cours des 15 dernières années, quand on fait le calcul, ce sont deux autres milliards de dollars que le Québec a perdus. Ce sont des pertes considérables. Et là, quand le fédéral annonce qu'il abolit l'accord du Nid-de-Corbeau et parle de compenser les agriculteurs, il parle uniquement de compenser les agriculteurs de l'Ouest, qui ont toujours été gagnants sur toute la ligne, depuis 15 ans, avec le subside au grain, avec le déséquilibre dans les investissements fédéraux agricoles. Le Québec a toujours été perdant. C'est une iniquité flagrante, d'autant plus que l'on reconnaît que les agriculteurs au Québec, en moyenne, ont un revenu d'environ 25 000 \$, et travaillent très fort.

On estime qu'un agriculteur met jusqu'à 80 heures de travail par semaine. Cela équivaut à deux emplois pour un salaire total de 25 000 \$. Donc, quand on coupe de 30 p. 100 les subventions pour le lait et qu'on coupe 15 p. 100 des revenus nets d'un agriculteur, on frappe fort sur les producteurs laitiers. On frappe très fort, parce que les revenus ne sont pas si élevés que cela. Donc, c'est évidemment une question d'iniquité flagrante, on en a longuement parlé.

Mais, le portrait type est que le Québec, dans tous les dossiers ou presque, a subi une iniquité semblable. Le Québec, même si les autres députés en cette Chambre ne sont pas prêts à l'avouer, a été, pour ainsi dire, la vache à lait du reste du Canada, comme c'est le cas de façon flagrante ici, dans tous les domaines: dans l'achat des biens de service, dans le domaine de la recherche. Pour ce dernier domaine, le Québec a reçu, en moyenne, depuis 15 ans, à peu près 10 à 15 p. 100 des investissements en recherche, alors que c'est surtout l'Ontario qui a reçu la grande part de l'argent fédéral, 50 p. 100 en moyenne. C'est encore de l'argent perdu.

Je pourrais vous citer toute une série de cas de dossiers dans lesquels le Québec a été perdant, mais il faut en finir. Les Québécois doivent se réveiller, à un moment donné, et dire: «C'est fini! C'est assez d'injustices!»

M. Chrétien (Frontenac): Bravo!

M. Marchand: Et c'est la raison pour laquelle les Québécois agriculteurs doivent eux aussi assumer la part de responsabilités de cette entreprise qui n'est pas sans risque. Il est bien certain qu'il y a des éléments qui posent problème. La souveraineté du Québec ne sera pas facile, personne ne dit que ça sera facile, mais à moyen terme et à long terme, il est certain que tous les Québécois vont être gagnants. C'est sûr et évident.

Il y a un élément de transition, si l'on veut, et cela porte même à se poser plusieurs questions, que les agriculteurs se posent, par exemple.

• (1710)

Eux aussi se posent la question à savoir ce qu'il adviendra une fois que le Québec aura voté oui en faveur de la souveraineté.

Il est sûr que le député de Lotbinière a répondu à des questions très importantes tantôt. On fait appel à des arguments basés sur la peur pour dire que les producteurs de lait du Québec vont perdre tous leurs quotas. C'est peu raisonnable. Bien sûr que c'est basé sur des arguments émotifs.

On sait qu'au Québec on achète évidemment du boeuf de l'Alberta, qu'on achète des grains de l'Ouest, qu'on achète du maïs et du soja de l'Ontario. On achète beaucoup plus de l'extérieur que ce qu'on vend. Est-ce que là, tout à coup, le Canada anglais va refuser d'acheter notre beurre ou notre fromage pendant que nous, au Québec, on refusera d'acheter le boeuf de l'Alberta? Non. C'est tout à fait déraisonnable de vouloir penser que le reste du Canada va nous forcer vers une situation qui serait inéquitable pour le Québec.

Il est bien sûr que la souveraineté sera sûrement, d'après moi, gagnante pour les agriculteurs du Québec.

M. Maurice Bernier (Mégantic—Compton—Stanstead, BQ): Madame la Présidente, je veux remercier mon collègue de Québec—Est de son intervention qui démontre hors de tout doute raisonnable les avantages pour les Québécoise et Québécoises d'opter pour la souveraineté du Québec dans les meilleurs délais. La démonstration du mauvais fonctionnement du système fédéral a été faite également. Je sais que nos amis libéraux et réformistes n'aiment pas qu'on parle d'iniquité, même si cela correspond à la réalité, mais parlons du mauvais fonctionnement du système fédéral, si ces fédéralistes préfèrent cette expression.

Dans ce sens, l'intervention du député de Lotbinière a été très éloquente. Je pense qu'il a démontré, chiffres à l'appui, à l'aide de plusieurs arguments, qu'il est impossible de contredire à quel point le fonctionnement du ministère canadien de l'Agriculture a desservi les intérêts du Québec.

Je veux simplement terminer ce commentaire qui, en fait, pourra se transformer en question pour le député de Québec—Est.

Sans demander plus que ce que les Québécois donnent au gouvernement fédéral dans le domaine de l'agriculture, c'est-à-dire en prenant pour acquis que les Québécois paient 25 p. 100 des impôts du gouvernement fédéral, si le budget de l'agriculture nous revenait dans la même proportion, si nous le gérons au complet, totalement, c'est donc dire que nous ajouterions une somme de 500 millions—puisque le budget du ministère de l'Agriculture au fédéral est de deux milliards—en aide aux agriculteurs du Québec, qui s'ajouterait en plus aux 300 ou 350 millions du budget du ministère de l'Agriculture du Québec.

Je suis convaincu qu'avec le savoir-faire des Québécois et la passion et la fierté qu'on a dans notre agriculture, on serait d'une compétitivité à n'en pas douter. Alors merci à mon collègue de Québec—Est.

M. Marchand: Madame la Présidente, je veux remercier mon collègue de Mégantic—Compton—Stanstead.

Ce qu'il dit est vrai. Effectivement, les agriculteurs du Québec risquent d'avoir une plus grande part des revenus du Québec, justement parce qu'ils ont perdu pendant tant d'années des sommes d'argent qui ont été distribuées ailleurs. Mais là, une fois